

Belgian Disability Forum asbl (BDF)
Conseil d'administration
2017-10-10

Présents :

Pierre	Gyselincx	PG
Emilie	De Smet	EdS
Veerle	Van den Eede	VvdE
Gisèle	Marlière	GM
Ronald	Vrydag	RV

Excusés

Valérie	Neysen	VN
Peter	Schlembach	PSch

Invité

Thomas	Dabeux	TD
--------	--------	----

Secrétariat :

Véronique	Duchenne	VDE
Olivier	Magritte	OME
Daniel	Tresegnie	DTE

0) Ordre du jour

- Attention : demander badge Thomas Dabeux

**1) Approbation du PV des 20/06/2017,
10/07/2017 et 12/09/2017**

- Concernant le PV du 20/06/2017,
 - RV demande quel est le sens d'un morceau de phrase du point 7 page 5. Le CA décide de supprimer le morceau de phrase qui n'apporte rien sur le fond.
 - GM revient sur le point 3b dans lequel OME demandait s'il fallait maintenir une phrase qui pouvait être perçue comme polémique. Le CA décide de supprimer la phrase qui n'apporte pas grand-chose sur le fond

2) EDF Board, 2017/10/07-8, Tallinn, Estonie : retour de PG et OME

PG rappelle qu'il est membre du Board de l'EDF en tant que représentant de l'AEH. Il laisse la parole à OME qui y était en qualité d'observateur pour le BDF

En début de Board, a eu lieu le compte-rendu des groupes de travail de la conférence tenue la veille à Narva sur le thème de l'accessibilité.

- OME en retient
 - que dans les pays « nordiques », l'accessibilité est beaucoup mieux intégrée dans l'ensemble de la société. Il n'y a aucune discussion sur le fait que l'environnement bâti doit être accessible. Donc, cela n'entraîne aucun débat sur le coût. Il en donne un exemple : tant dans l'aéroport de Stockholm que Copenhague, il a constaté que chaque toilette est deux fois plus large et plus longue qu'en Belgique. Il n'a pas eu l'occasion de prendre des mesures, mais il semble qu'elles sont toutes accessibles aux personnes handicapées
 - que la participation des personnes handicapées au processus de décision est un élément clé
 - qu'il est important de disposer de normes sur lesquelles s'appuyer
 - que, pourtant, énormément de normes existantes sont inconnues du public cible. Imma Placencia demande à l'assistance qui connaît la norme B18 , Personne... il s'agit pourtant d'une norme importante pour les personnes malentendantes
 - que si l'adaptation d'un bâtiment est perçue comme nécessaire, l'aspect « coût » peut très facilement être surmonté
 - que le secteur privé a une vision tronquée des besoins des utilisateurs. Il y a 18 % des utilisateurs qui sont des PH, mais les producteurs agissent comme si ces 18 % n'existaient pas. Il faut donc améliorer les choses en terme de connaissance de leur marché
 - que participer au processus de normalisation reste, malheureusement très difficile

Adoption of the agenda

- PG explique
 - qu'il a annoncé que le BDF souhaitait donner un information relative à l'European Disability Card. Yannis a marqué son accord pour ajouter ce point en « divers »
 - qu'une personne aveugle et sourde a été cooptée au sein du Board. Elle était candidate, mais n'avait pas obtenu suffisamment de suffrages

Review of activities 2017

2.1. President and Executive Committee report (DOC-B-17-10-01)

2.2. EDF interim activities report 2017

- OME explique qu'il s'agissait d'un survol très rapide, « pro forma ». Il n'y a pas eu de discussion

EDF campaign on political participation in view of European elections 2019 (DOC-B-17-10-02)

1. EESC report on the right to vote, by EESC rapporteur Krzysztof Pater
 - OME explique que
 - le European Economic & social Committee (EESC, ou CESE en français) prépare un rapport sur l'application du droit de vote des Personnes Handicapées lors des prochaines élections européennes
 - si les personnes handicapées « en accessibilité » peuvent voter pour les européennes, on peut raisonnablement espérer qu'elles pourront le faire pour les autres niveaux de pouvoir
 - le rapport devrait être publié vers avril 2018
 - un premier questionnaire avait été envoyé en avril. Le BDF n'y avait pas répondu
 - un second questionnaire doit être envoyé incessamment. Le BDF devrait y répondre en collaboration avec les ministres compétents
 - le CA marque son accord pour qu'il y soit répondu
2. Exchange of views with EDF members on the situation in their countries
 - a. OME est intervenu lors des « questions-réponse » pour rappeler qu'en Belgique les citoyens sont soumis au devoir de vote. Dans un tel contexte, il est invraisemblable que tout ne soit pas mis en œuvre pour rendre l'entièreté des procédures de vote accessibles
3. Next steps for EDF

4th European Parliament of Persons with Disabilities (DOC-B-17-10-03)

- a. Update from EDF on the planning for EPPD (the program, the communications)
- b. Update from EDF National Councils and other members on their delegations
 - i. OME explique que différents représentants nationaux ont expliqué comment les choses se passent pour la composition de leur délégation
 - ii. Il souligne que dans le tableau distribué par l'EDF, il apparaît que 50 Personnes Handicapées participeront et que Helga Stevens est « sponsor ». La présentation est tronquée, en ce sens que 28 des 50 viennent du BDF et que Madame Stevens n'intervient en rien

pour ces personnes, le parlement se déroulant à Bruxelles, il n'y a pas réellement de coût. Il demande s'il ne serait pas judicieux de demander aux autres parlementaires EU de parrainer la participation de Personnes Handicapées belges.

- iii. Le CA marque son accord. Les noms de Marc Tarabella, Ivo Bellet, Claude Rollin sont cités.
 - iv. Le secrétariat préparera un argumentaire pour les membres du CA afin qu'ils prennent contact avec les parlementaires européens concernés
- c. Expected outcomes of the EPPD (manifesto on the elections, and resolution of the European Parliament)

Membership issues (DOC-B-17-10-04)

- a. OME explique que, comme annoncé, il avait vérifié les statuts. Ceux-ci stipulent dans leur l'article 9 : « ...Toute demande d'adhésion en qualité de membre fera l'objet d'une décision du Board...". La formulation dans le DOC-B-17-10-04 était donc maladroite. Lors du CA, les choses ont bien été présentées comme une proposition de Gunta Anca
- b. EMEA (European Myalgic Encephalomyelitis Alliance) : Gunta Anca a proposé de donner le statut de « membre associé » à cette organisation car il s'agit d'une organisation de personnes malades et non de personnes handicapées ... OME signale qu'au niveau du BDF il n'a jamais été fait de distinction à ce niveau, mais qu'il était inutile de lancer une polémique à ce sujet lors de ce Board. La proposition a été votée à l'unanimité
- c. UDPO (Union des Organisations de personnes handicapées d'Azerbaïdjan) : Gunta Anca a proposé d'accueillir cette organisation avec le statut de « membre associé », car il s'agit d'un Etat hors Union européenne mais qui est membre du Conseil de l'Europe. La proposition a été votée à l'unanimité

Finances issues

- d. Interim report (DOC-B-17-10-05)
 - i. PG explique que
 - 1. la situation est en équilibre. Il attire l'attention sur le fait que, s'il y a équilibre, c'est parce qu'il y a eu des projets « rémunérateurs »
 - 2. les comptes sont bien tenus
 - 3. il y a la volonté d'augmenter les réserves. Il faudra, cependant être attentif et ne pas trop les augmenter, au

risque de se voir couper des subsides selon l'argument que l'on a des réserves importantes

- ii. DTE demande si l'on a parlé du « mystérieux donateur » (400.000€ !!!) en Board
 - 1. PG confirme que non.
 - 2. OME explique qu'étant « observateur », il a préféré ne pas poser la question, mais qu'il a été étonné qu'aucun membre n'en parle
 - 3. TD demande si les membres ont peur
 - 4. GM considère que non. Du moment que de l'argent rentre, les personnes ne se préoccupent pas de son origine
 - 5. DTE trouve anormal un tel manque de transparence
 - 6. VDE demande s'il n'est pas temps de revenir avec la demande BDF d'un vade-mecum pour la « levée de fonds »
 - 7. Le CA marque son accord. Le secrétariat rédigera un projet d'e-mail à l'attention du Président de l'EDF, avec copie à la Directrice

Report back from the Social Policy Committee and plan of action from the Social Policy Committee

- e. OME explique qu'il y avait deux GT et que, malheureusement PG et lui-même étaient dans le même, contre leur souhait
- f. Il précise que :
 - i. Les thèmes de ce GT sont la protection sociale, l'emploi et le Pilier Social Européen
 - ii. En novembre aura lieu une conférence relative au Pilier social européen à Gottenburg.
 - 1. Malheureusement, l'EDF n'y a pas été invitée.
 - 2. Cependant, Pat Clarck y sera, avec une autre casquette
 - 3. Le Conseil fera une déclaration sur le Pilier
 - 4. Le secrétariat a rédigé un « projet de résolution » demandant la prise en compte des Personnes Handicapées et du mainstreaming dans cette déclaration, ce qui n'est pas le cas. Le projet de résolution n'a pas pu être envoyé à l'avance aux membres du GT ni distribuée en séance !!! Le projet

adapté sera envoyé fin de semaine ou début de semaine prochaine

- iii. En mars 2018 est prévue une rencontre avec la fédération européenne des syndicats
- iv. En novembre 2018 aura lieu un « focus » sur les statistiques
- v. La représentante islandaise a demandé si l'EDF avait fait valoir auprès de la Commission qu'il souhaitait être invité...
- g. PG explique qu'il est intervenu en GT pour souligner que le travail avec les syndicats n'est pas toujours très bon au niveau national non plus, particulièrement quand il s'agit de parler d'emploi dans les services aux personnes handicapées, comme c'est le cas dans le cadre du BAP
- h. GM : relativise car en Région Wallonne, ses relations avec certains syndicats sont plutôt bonnes, mais il n'y a pas de réel BAPN au niveau Région Wallonne –Communauté Française

Report back from the Human Rights Committee and plan of action from the Human Rights and Non-Discrimination Committee

- i. OME explique que
 - i. Klaus Lachwitz a dressé la liste des articles qui posent problème en matière d'implémentation. Il a demandé que les membres précisent leurs priorités dans cette liste
 - ii. OME souhaitait souligner que la « participation » était le point essentiel pour le BDF, mais le Président a lui-même insisté sur l'article 4.3

BREXIT: the implications for persons with disabilities (DOC-B-17-10-06)

- iii. BREXIT- overview
 - 1. OME explique que CN a rapidement rappelé tout ce que l'EDF a fait dans ce domaine
- iv. The situation in Ireland and Northern Ireland (John Dolan and Maureen Piggott)
 - 1. Maureen Piggott a dressé le tableau des impacts négatifs du Brexit pour l'Irlande du Nord. Au-delà des impacts socio-économiques, le point le plus négatif est que les citoyens vont perdre la possibilité de recours devant la Cour Européenne de Justice

2. John Dolan a montré, par une série d'exemples, à quel point la République d'Irlande reste dépendante du Royaume-Uni
- v. Klaus Lachwitz a souligné que le Brexit aurait un impact important au niveau du droit européen. Celui-ci est fortement basé sur le « Common law » typique anglo-saxon. Cela va changer suite au Brexit et la chambre allemande des avocats a publié un document réclamant la traduction du droit européen en droit « allemand »

EU legislation which relates to persons with disabilities (DOC-B-17-10-07)

- OME explique que
 - L'EDF prévoit la publication d'un livre sur la législation européenne qui a un impact sur les Personnes Handicapées. Selon lui, c'est vraiment un dossier de financement
 - CN demande aux organisations membres de préciser où les Personnes Handicapées vont chercher les informations légales utiles
 - OME a pris la parole pour souligner le rôle important des « travailleurs sociaux » pour expliquer les choses aux personnes handicapées.
- PG ajoute que les Conseils nationaux devraient prendre contact avec les délégations permanentes de leur pays

European Accessibility Act (DOC-B-17-10-08)

- L'EAA a été voté au parlement EU
- Doit maintenant être voté par le Conseil des Ministres européens
- C'est l'étape la plus difficile : il faut convaincre chaque Etat Membre
- EDF demande l'aide des Conseils nationaux
 - Un argumentaire et un modèle de lettre seront fournis
 - Il faudra essayer d'obtenir des rencontres avec les ministres car ils ne comprennent pas bien les enjeux : ils sont dans un imaginaire assez négatif. Il faut casser l'idée que l'EAA est contraire à l'intérêt des entreprises
 - Il faudra fournir à Marie Denninghaus toutes les questions et arguments négatifs utilisés

par les EM ainsi que les noms des ministres compétents

European Structural Funds (DOC-B-17-10-09)

- OME regrette de ne pas avoir de notes sur ce point. Il lui était très difficile de suivre à ce moment de la réunion
- PG demande dans quelle mesure les membres BDF ont été impliqués dans ce processus, car le BDF en est très éloigné : la majorité des fonds sont gérés par les régions
- GM rappelle que l'ASPH et AltéO avaient fait une démarche commune vers le ministre compétent il y a 3 ans, mais qu'il s'était avéré qu'il était trop tard : les décisions d'identification de projets avaient déjà eu lieu
- EdS confirme qu'il était très difficile de s'impliquer dans les « comité d'accompagnement », à partir du moment où on était pas présent au départ
- OME précise que l'EDF va négocier le nouveau règlement avec la CE
- VDE rappelle que la fois précédente, l'EDF avait obtenu l'intégration de l'accessibilité et des conditions ex-ante. Il faudrait faire une note à l'EDF avec les problèmes rencontrés par le BDF

Sustainable Development Goals (DOC-B-17-10-10)

- OME explique que
 - les SDGs restent très importants dans l'action de l'EDF : ils ont obtenu 400 000€ d'un donateur « mystère »
 - qu'il est intervenu pour expliquer le processus au niveau belge :
 - Dossier arrivé très tard et n'était pas dans le plan de travail : compliqué
 - Travail dans l'urgence, mais participation active du BDF
 - Le gouvernement a travaillé seul sur le contenu de son rapport avec des « plateformes pour la façade ». Il a intégré le handicap, « pour la forme »
 - Rapport Belge a été publié très tard : nous avons 10 jours pour nous positionner. Donc très difficile pour consulter nos 17 membres
 - Merci à Marion et IDA pour leur soutien, sans eux cela aurait été impossible

- Les commentaires du BDF ont été particulièrement négatifs sur l'aspect participation des organisations de Personnes Handicapées
- Les commentaires de la société civile en général ont été tout aussi durs : il n'y a pas eu de participation
- Le BDF prend maintenant les contacts pour un meilleur travail en commun avec la société civile en général sur ce dossier
- Après la réunion, Marion Steff lui a demandé si le BDF pourrait coorganiser la conférence prévue lors du Board de Mars
 - Le CA demande qu'une réunion exceptionnelle du CA soit organisée avec Marion
 - Le secrétariat va rechercher une date
- OME explique qu'au niveau belge, les actions à entreprendre sont les suivantes :
 - Prendre rdv avec les chef de projets du CNCND, de Solidarité mondiale, des syndicats, ...
 - Prendre rdv avec les responsables des deux plateformes Internet belges relatives aux SDGs
- EdS signale qu'un Rapport de la Région wallonne va sortir à ce propos. Elle le transmettra au secrétariat

Any Other Business

- Carte Européenne du Handicap → OME :
 - a. Un rapide mot sur la carte européenne du handicap, ou European Disability Card
 - b. Le 19 octobre, aura lieu le lancement de cette carte au niveau de la Belgique
 - c. L'EDF a été invité à ce lancement
 - d. C'est un événement important pour le BDF car, vous vous en souviendrez, le BDF a été à l'origine de ce projet de la Commission européenne, avec, notamment l'implication très forte de Pierre puis de l'EDF dans son ensemble
 - e. Actuellement, 8 Etats membres sont parties prenantes de ce projet. Les lancements nationaux ont lieu cet été et cet automne
 - f. Ce n'est pas mal, mais il faudrait que tous les Etats Membres y participent pour que cette carte facilite réellement la mobilité des Personnes Handicapées en Europe
 - g. Donc, merci de profiter de vos contacts nationaux pour essayer de convaincre vos gouvernements
 - h. OK : tout le monde a écouté,

Evaluation of the Board – external evaluator (Direct Impact Group) and Board member

Réunion « tourisme accessible »

- PG explique qu'il a participé, durant l'après-midi à une réunion sur le « tourisme accessible ». L'EDF va nous envoyer un questionnaire
- OME propose de demander à Atingo d'aider le secrétariat dans la préparation des réponses
- Le CA marque son accord

3) EDF – Internet : problème de sécurité

- OME explique que le point est juste pour information. Le problème de sécurité s'est posé au moment du « premier envoi ». Il est résolu

4) UNCRPD – Article 19 – Désinstitutionnalisation : interrogation de JM Huet

- DTE explique en pointant les éléments suivants :
 - JM Huet a interpellé le BDF / CSNPH à propos de la mise en œuvre en Belgique des éléments contenus dans le Commentaire général (General comment) du Comité des droits des personnes handicapées relatif l'article 19. Cela aura un impact sur la situation des institutions belges
 - EdS a fait un retour de la réunion UNIA au cours de laquelle a été annoncée son intention de préparer une communication sur le Commentaire général article 19 lors de la réunion de la Commission d'accompagnement du 22/11
 - Le secrétariat propose d'organiser un groupe de travail (GT) spécifique regroupant les membres du CA du BDF et des membres du CSNPH
 - Le document n'existe qu'en anglais sur le site internet de l'ONU. Le secrétariat en a demandé la traduction en FR et en NL
 - Le secrétariat a transmis au CA une petite note sur ce qu'est un « General Comment »
 - Le secretariat propose 4 dates et les membre du CA précisent leurs disponibilités :
 - 8/11
 - 9/11 : PG, GM, RV
 - 10/11
 - 13/11

- 14/11 AM : GM-PG-RV-EdS-TD
- La date retenue est donc le 14/11 avant midi
- RV explique que le mécanisme de suivi veut avoir une discussion avec la commission sur ce sujet pour asseoir son rôle en lien avec ce dossier
- EdS considère qu'il est important pour le BDF de voir comment la Belgique va se positionner
- OME demande si
 - Il est souhaitable d'inviter JM Huet ?
 - Il est souhaitable d'inviter l'EDF ?
- Le CA décide de limiter ce GT au CA et au CSNPH
- GM fait remarquer qu'il s'agit d'un dossier complexe. Une réunion sera-t-elle suffisante ?
- EdS propose d'utiliser ce GT pour se positionner dans l'optique de la réunion du Mécanisme de suivi. Par la suite, le BDF continuerait à travailler sur ce dossier et en ferait le thème de l'AG 2018...
- Le CA marque son accord avec cette proposition
- RV attire l'attention sur la difficulté en Flandre pour travailler sur ce dossier : il n'y a plus de plateforme, il est seul avec peu de temps et GRIP dispose de beaucoup plus de temps et de moyen. C'est lui qui dispose des informations
- GM en convient mais rappelle qu'il y avait déjà un gros contenu dans le 1^{er} rapport alternatif du BDF
- VDE rappelle que ce sont des compétences régionales. Faut-il impliquer la plateforme pour la préparation de l'AG ?
- Le CA marque son accord avec cette proposition

5) UNCRPD – Article 9 – Accessibilité : Moustique – Interview

- OME rappelle la demande faite par le Magazine Moustique :
 - Nicolas Sohy souhaitait publier un article sur les difficultés rencontrées par les personnes à mobilité réduite en matière d'accessibilité. Il souhaitait le témoignage d'un « chaisard » mais ayant une capacité de recul, une vision politique
 - Le secrétariat lui a proposé Vincent Snoeck et, vu son insistance pour avoir un « chaisard », lui a proposé un duo avec Nino Peeters, que Vincent Snoeck connaît bien
 - L'interview a eu lieu pendant le temps de midi du Forum accessibilité organisé par la STIB, ce qui était un plus vu que cela montrait clairement que les personnes handicapées sont acteurs dans ce dossier. L'interview s'est bien déroulée, le contenu est intéressant. Un PDF sera envoyé au membres du CA et il sera annexé au prochain *BDF en action*

- GM se réjouit du travail réalisé sur l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre des recommandations du Comité des droits des personnes handicapées : on n'a pas raté notre investissement

6) CE - European Accessibility Act : Vote au Parlement européen

- Le point a été abordé dans le cadre du débriefing du Board EDF point 3-11, ci-dessus.

7) BDF – SDGs - Objectif de développement durable : Feuille de route pour l'avenir

- Le point a été abordé dans le cadre du débriefing du Board EDF point 3-13, ci-dessus.

8) BDF – Conseil d'administration : Valérie Neyssen - Etat de la situation

- OME explique qu'il n'a pas eu le temps d'écrire à la FFSB
- DTE rappelle, pour GM, la teneur de ce qui avait été décidé lors du précédent CA : vu que ce sont les associations qui sont membres du BDF, mais que les membres du CA sont désignés à titre personnel, on va lui écrire pour prendre acte de sa démission
- GM signale qu'elle va reprendre contact avec un membre du CA de la FFSB vu qu'elle n'a pas eu la possibilité de s'expliquer avec VN
- PG a transmis une invitation pour les 20 ans de la FFSB, ne peut pas y aller → voir si un autre membre du CA pourra y aller

9) Doof vlaanderen

- VDE explique que le changement a été acté. L'information a été transmise aux membres du BDF via le « BDF en action » de septembre.

10) ONU – Traité de Marrakech – Ratification par la Belgique

- VDE pose le problème : l'EDF a demandé aux Conseils nationaux d'interpeller leurs gouvernements pour s'assurer que le Traité de Marrakech sera ratifié au plus vite. Cependant, le secrétariat n'a pas suivi ce dossier et souhaitait avoir le feed-back de RV qui est actif dans EBU, très impliqué dans ce dossier.
- RV confirme que récemment beaucoup de choses bougent. Le 22 septembre, un agrément a été atteint sur l'*EU framework*, sur le copyright. Il y a un texte non disponible car non traduit. Le Parlement Européen doit le ratifier. Ce processus va prendre environ 3 mois. Le Traité de Marrakech ne deviendra pas actif avant avril 2018. Le focus est maintenant sur les Etats. Les

ratifications nationales doivent avoir lieu avant septembre 2018. C'est le cas pour la Belgique.

- VDE demande si c'est le bon moment pour interpeller Reynders
- RV répond que oui, mais aussi les Communautés et les Régions. Il ajoute que le texte prévoit des « droits de compensation » (*compensation rights*)... Globalement, le texte est assez bon, mais les membres peuvent demander une compensation pour les droits d'auteurs ...
- VDE se demande s'il ne faut pas d'abord attendre de disposer du texte et interpeller le ministre des affaires étrangères et les autres ensuite
DTE rappelle que, dans un *Weekly mailing*, l'EDF insistait pour qu'un contact soit pris avec les Ministres responsables.
- OME avoue qu'il ne s'y retrouve pas bien dans un processus qui ne semble pas correspondre aux autres dossiers. Qu'en est-il de la ratification par l'EU et par les EM. Il lui semble qu'il faut commencer par rechercher le statut de ce document. Les modalités de ratification doivent y être précisées.
- Pour RV, cela reste confus car l'UE ne semble pas vouloir ratifier tant que les Etats n'ont pas ratifiés, et ceux-ci attendent l'UE.
- Il est convenu que RV voit avec l'EBU l'état d'avancement exact, et la nécessité de contacter les Ministres compétents. S'il s'avère utile de le faire maintenant, il demandera à l'EBU quel est le meilleur argumentaire à utiliser.

11) EU Disability Card – Kick-off - Intervention BDF

- DTE explique que le secrétariat a envoyé aux membres du CA un projet de texte.
- Le CA approuve ce texte et décide d'une présentation en duo : PG + GM
- PG explique qu'il lui est impossible de rester plus tard que midi
- DTE rappelle que
 - que le lunch est prévu de midi à 13h
 - qu'il faut obligatoirement s'inscrire !!!
- RV rappelle que l'on se situe dans un processus. Le kick-off est un moment important, mais il faut que le processus continue. Il ne faut pas que dans 6 mois on constate que le nombre d'organismes impliqués diminue
- PG explique que vu qu'il devra être à Bruxelles à 9h30, il viendra en taxi, à cause des embouteillages récurrents aux heures de pointe.
- Le CA marque son accord pour couvrir les frais. OME enverra un e-mail en ce sens à Emilie

12) Brussels Times Magazine – Proposition d'article

- OME explique que
 - le secrétariat a été interpellé par « Brussels Times Magazine »
 - En fait, le journaliste souhaite qu'on lui écrive un article qu'il n'aurait qu'à adapter...
 - Par ailleurs, il n'est pas clair dans sa réponse au niveau des délais
- Il demande au CA si l'on doit-on participer à un article dont il se demande si l'objectif n'est pas de donner une image négative de Bruxelles ???
- EdS répond qu'elle a eu la même impression à la lecture de la demande : le but semble surtout de dire du mal de Bruxelles
- Le CA considère qu'il ne faut pas suivre cette demande

13) Pension TkF : courrier vers EDF

- OME explique
 - que le courrier annonçant la pension de TkF ainsi que son CV ont été envoyés
 - que Loredana envisagerait d'en parler dans un Weekly Mailing
- PG attire l'attention sur le fait que lors du Board, Catherine Naughton a annoncé que Loredana partait en congé de maternité

14) Divers

- UNCRPD – Mécanisme de suivi
 - PG dit qu'il a été invité par Tim Claerhout (UNIA) à donner un compte-rendu sur la Conférence des Etats partie (COSP) lors de la réunion de l'organe de suivi du 27/09/2017. Il ne lui était malheureusement pas possible d'être présent à cette date. Tim Claerhout lui a dit de venir à la réunion du 22 novembre pour remplacer Ingrid, mais la COSP n'est pas à l'ordre du jour
 - DTE demande de faire attention avec ce genre de demande : ce n'est pas Tim Claerhout qui décide qui remplace les personnes absentes. Cela doit rester une décision du CSNPH
- AEH
 - PG explique qu'il a été contacté pour voir s'il serait prêt à devenir Secrétaire général de AEH. Il pourrait marquer son accord
- Disabled Peoples International

- PG explique qu'il a été contacté afin de savoir s'il serait prêt à devenir Président de DPI EU. Il ne souhaite pas accepter cette fonction